

750-550

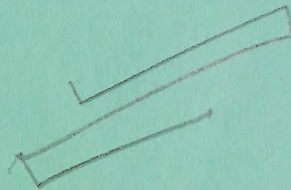
CA121

-63 B22

Canadian Welfare Council

MEMOIRE DU CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE

A LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME



Le Conseil canadien du Bien-être

55, avenue Parkdale, Ottawa 3, Canada

Août 1965

CAI Z 1

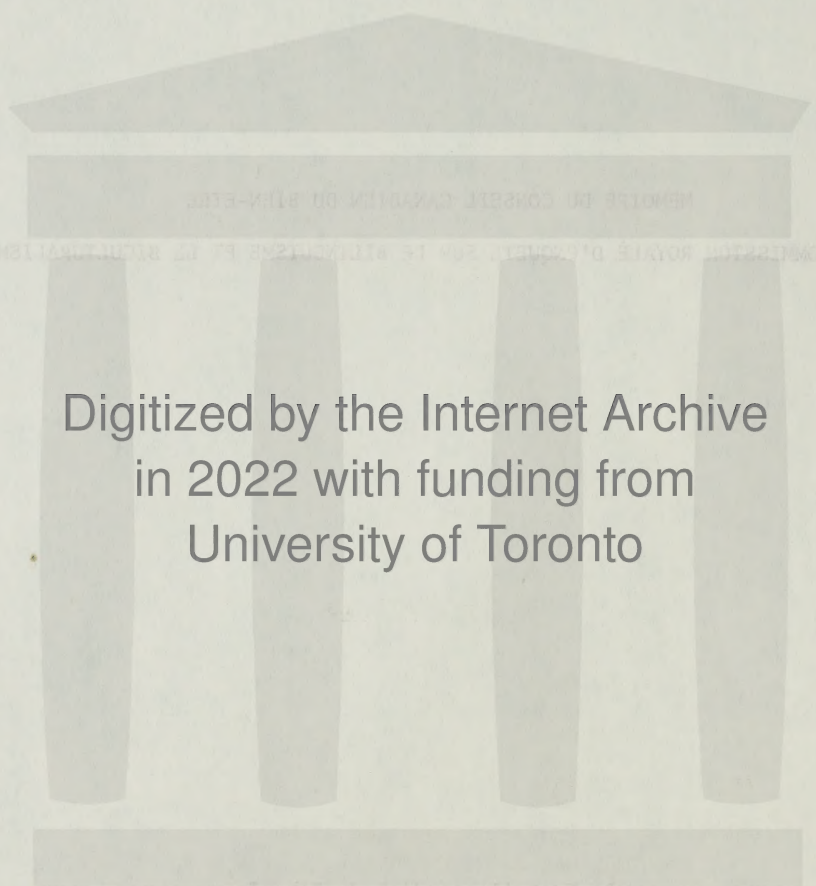
-63 B22

MEMOIRE DU CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE
A LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

TABLE DES MATIERES

| | | |
|-----|---|----|
| I | AVANT-PROPOS | 2 |
| II | PREAMBULE | 3 |
| III | LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE | 4 |
| IV | EVOLUTION DU BILINGUISME ET DU BICULTURALISME AU C.C.B.E. | 5 |
| V | Le Conseil canadien du Bien-être LES MOTIFS ADOPTES POUR PARAITRE DU C.C.B.E. | 25 |
| VI | CONCLUSION | 32 |

Août 1965



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688658>

I. AVANT-PROPOS

MEMOIRE DU CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE

A LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

TABLE DES MATIERES

| | | |
|-----|---|----|
| I | AVANT-PROPOS | 1 |
| II | PREAMBULE | 3 |
| III | LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE | 5 |
| IV | EVOLUTION DU BILINGUISME ET DU BICULTURALISME AU C.C.B.E. | 9 |
| V | LES MOYENS ADOPTES POUR FAVORISER LE CARACTERE BILINGUE ET BICULTUREL DU C.C.B.E. | 22 |
| VI | CONCLUSION | 32 |

I. AVANT-PROPOS

Le Conseil canadien du Bien-être sait gré à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme de lui permettre de se joindre aux autres organismes nationaux pour lui faire part de son expérience particulière dans le domaine du mandat de la Commission.

Etabli depuis plus de quarante ans, le Conseil a mis le bilinguisme en pratique dès les premières années de son existence et a engagé à sa cause les deux groupes ethniques partenaires de la Confédération. Son histoire met en relief des réussites mais aussi des difficultés à cet égard; il a pu néanmoins conserver chez ses membres une pensée commune tant de ses buts que de sa doctrine de bien-être social. Le Conseil a été en mesure d'en arriver là sans créer des filiales régionales ou provinciales. Aucun organisme parallèle d'expression française, qui aurait eu les mêmes buts et la même structure, n'a été établi.

En qualité d'organisme national, le Conseil se devait donc de rechercher la collaboration d'expression tant anglaise que française; il ne lui eut pas été possible autrement de prétendre à ce titre. Si le bilinguisme qu'il a pratiqué lui a servi de moyen utile pour accomplir la tâche de promotion et d'éducation qui est sienne, beaucoup plus importante était à ses yeux la confrontation des deux cultures rendue possible par des rencontres, de l'action concertée et des prises de position communes. L'une et l'autre cultures se sont enrichies mutuellement et ont exercé leur influence dans les transformations et l'avancement du bien-être social au Canada.

Le présent document a reçu l'accord du Bureau des gouverneurs et est l'oeuvre d'un comité d'étude bilingue désigné par le Bureau. Le Conseil escompte qu'il se dégagera de son exposé des informations utiles pour la Commission royale et aussi pour d'autres organismes nationaux qui ont à tenir compte du fait biculturel et bilingue propre au Canada.

Afin de situer cet exposé dans sa véritable perspective et d'en faire ressortir toute la portée, il a été jugé nécessaire de préciser à grands traits dans un préambule le contexte historique de l'avènement et du cheminement du Conseil pour ensuite aborder sommairement ses buts et sa structure. Puis viendront les étapes de l'évolution du bilinguisme et du biculturalisme au Conseil, y compris le rôle particulier de sa Commission française, et enfin, les moyens adoptés pour favoriser cette évolution. Ici et là apparaîtront dans le mémoire les difficultés éprouvées par le Conseil tout comme ses réalisations.

Ces faits, exposés bien succinctement, expliquent, croyons-nous, pourquoi le concept de "sens communautaire" a été exprimé de façon différente et à un moment différent de l'histoire chez les Canadiens d'expression anglaise et chez les Canadiens d'expression française. Ils éclairent aussi la venue au Conseil de l'un et l'autre groupe.

Ainsi, chez le premier, l'optique démocratique des services de l'État et la nécessité de les rendre accessibles à toute la communauté sont venues plus tôt. Cela, ajouté au grand nombre de confessions

II. PREAMBULE

Né en 1920, au lendemain de la première grande guerre, le Conseil canadien du Bien-être fut inspiré à l'origine par les nécessités du milieu canadien d'expression anglaise. La fondation de la première école de service social, par exemple, a précédé la fondation du Conseil, tout comme celle de la première fédération des oeuvres de charité. Les surintendants provinciaux de l'enfance, dont la réunion constitua le premier noyau du Conseil, partageaient une conception commune des mesures à prendre au sujet de l'enfance en danger moral.

Au Canada d'expression française, la première fédération d'oeuvres n'a vu le jour qu'en 1933 et la première école de service social qu'en 1938. La loi d'Assistance publique du Québec instituée en 1921 contenait des dispositions ayant trait au placement des enfants dans les institutions.

Ces faits, exposés bien succinctement, expliquent, croyons-nous, pourquoi le concept du "sens communautaire" s'est exprimé de façon différente et à un moment différent de l'histoire chez les Canadiens d'expression anglaise et chez les Canadiens d'expression française. Ils éclairent aussi la venue au Conseil de l'un et l'autre groupe.

Ainsi, chez le premier, l'optique démocratique des services de bien-être et la nécessité de les rendre accessibles à toute la communauté sont venues plus tôt. Cela, ajouté au grand nombre de confessions

religieuses autonomes, peut bien avoir incité le groupe anglais à s'engager plus à fond dans un conseil national tel le C.C.B.E. Par contre, au Canada français, le soin des indigents et des malades a été très longtemps la responsabilité des communautés religieuses aidées de sociétés laïques, telles la Société Saint-Vincent-de-Paul. La structure paroissiale, qui constituait dans le passé une communauté qui se suffisait à elle-même, était en mesure de répondre aux besoins de ses membres moins fortunés. Cependant, avec l'urbanisation et l'industrialisation, la responsabilité des services de bien-être se modifie; l'avènement de conseils d'administration laïques, de services sociaux gouvernementaux et de travailleurs sociaux professionnels amène une participation plus prononcée du citoyen aux principaux services communautaires, dont le Conseil canadien du Bien-être.

III. LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE

1. Buts et méthodes

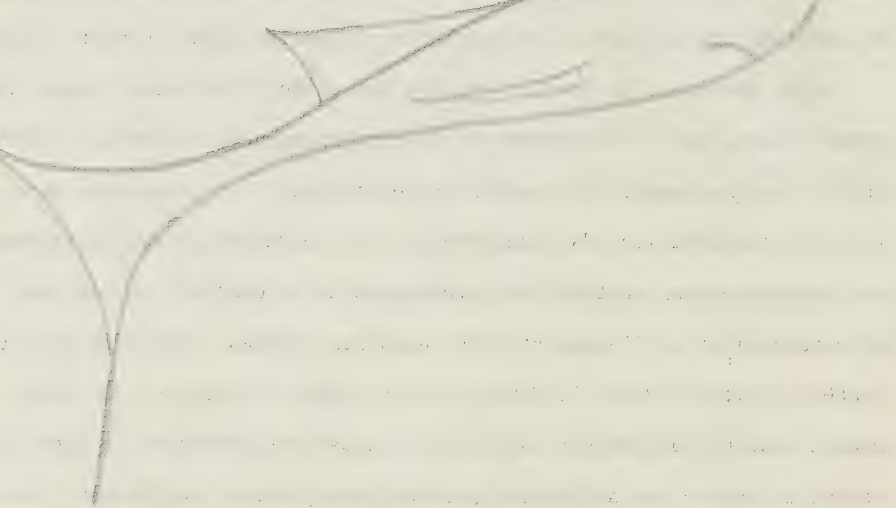
Le Conseil est une association d'organismes publics et privés, de groupement de citoyens et de particuliers qui s'intéressent aux mesures, aux programmes et aux politiques qui influent sur le mieux-être des Canadiens et le bien-être social général au Canada. Il est avant tout un centre d'étude, de planification et d'action. Il vise, en particulier, à doter la population du Canada de mesures de sécurité sociale et de services sociaux dont l'efficacité et la qualité sont de haut calibre.

Règle générale, le Conseil réalise cet objectif de trois façons. En premier lieu, par le truchement de la correspondance, du service itinérant de son personnel, de congrès et de colloques, il assure des services de consultation, de planification, de coordination aux organismes, aux groupes et aux particuliers préoccupés de la qualité des services, du personnel et de l'administration dans les sphères bien-être social, santé et loisirs. Puis, le Conseil de sa propre initiative, ou sur demande, poursuit des études sur diverses questions générales de bien-être social ou encore des situations particulières, études qui donnent lieu à des rapports, à des mémoires, à des conclusions, à des énoncés de normes et de principes. Enfin, en raison de son rôle de bureau central d'information et d'éducation, il analyse et diffuse des données et de la statistique sur les services et les problèmes de bien-être social. Cet apport est utile à ses propres travaux de recherche et aux autres recherches, activité que d'ailleurs il encourage par tous les moyens à sa disposition.

THEORY OF THE FISH

THEORY OF THE FISH

The theory of the fish is a subject of great importance in the study of the history of the world. It is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world. The theory of the fish is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world. The theory of the fish is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world.



The theory of the fish is a subject of great importance in the study of the history of the world. It is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world. The theory of the fish is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world. The theory of the fish is a subject which has attracted the attention of many of the greatest minds of the world.

2. Structure du Conseil

La structure du Conseil comprend à l'heure actuelle les divisions suivantes: criminologie, fédérations et conseils des oeuvres, bien-être de la famille et de l'enfance et bien-être social public. Une cinquième, la division des loisirs, est en suspens. Ces divisions sont semi-autonomes et chacune compte un comité national chargé de déterminer son programme particulier en harmonie avec les buts généraux du Conseil. Ces comités nationaux se composent de représentants d'organismes et de particuliers intéressés au champ d'action de la division en cause. Une commission d'étude spéciale dite "Commission de l'éducation et du personnel" se penche sur les questions de formation et de recrutement de personnel des services sociaux. Cette Commission est un comité permanent du Bureau des gouverneurs.

3. Il se trouve aussi des questions qui ne se situent pas à l'intérieur d'une division ou d'une commission particulière ou qui encore sont d'ordre général, et de ce fait, intéressent toutes les composantes du Conseil. Cette activité se trouve réunie dans une "section des recherches et des études spéciales" où l'on trouve les comités permanents suivants du Bureau des gouverneurs: personnes âgées, service social international, recherches et bien-être des immigrants. Le Conseil met aussi son personnel à la disposition d'autres organismes et seconde ainsi des entreprises nationales telles le Congrès canadien de la famille. La Conférence canadienne sur le bien-être social, organisme autrefois indépendant, est récemment venue s'ajouter à la structure du Conseil.

4. C'est à la direction des relations extérieures que revient l'activité du Conseil en matière d'information, d'éducation et de traduction. Son programme d'action relève du Comité national des relations extérieures du Bureau des gouverneurs. Enfin, c'est à la direction de l'administration qu'incombe la régie interne du Conseil.
5. La Commission française est une structure de consultation et de liaison pour ce qui touche l'aspect français du travail du Conseil. Elle relève du Bureau des gouverneurs. Le rôle de la Commission et sa portée seront abordés en détail dans la quatrième partie du présent mémoire.
6. Le Bureau des gouverneurs formule la politique générale du Conseil et son programme. Il se compose de 96 représentants de tout le pays, compte tenu du contexte géographique, religieux, ethnique et professionnel. En somme, on y voit des représentants des organismes privés et publics, des oeuvres de bien-être, des associations et des particuliers qui sont membres du Conseil.
7. L'effectif des membres du Conseil comprend quelque 480 organismes sociaux et autres associations de citoyens y compris des sociétés commerciales et des syndicats ouvriers; les membres particuliers se chiffrent à 1100 environ. Plusieurs ministères fédéraux, tous les gouvernements provinciaux et bon nombre de municipalités sont sociétaires. Le secteur privé est représenté par des organismes et associations d'ordre national, provincial et local de toutes les régions du pays. Le bénévole et le professionnel jouent tous deux un rôle important dans l'orientation du Conseil.

8. Le financement du Conseil canadien du Bien-être, dont les prévisions budgétaires atteignent environ un demi-million, provient de trois sources principales: les cotisations de ses membres (oeuvres, sociétés d'entreprise et particuliers), de subventions du gouvernement fédéral, de chacune des dix provinces, de plusieurs municipalités et de contributions des fédérations d'oeuvres de charité.

IV. EVOLUTION DU BILINGUISME ET DU BICULTURALISME AU C.C.B.E.

9. Bien que l'intérêt du Conseil s'étende à tous les groupes ethniques du Canada, le bilinguisme et le biculturalisme tiennent une place toute particulière dans son histoire. Celle-ci révèle les faits suivants:

- a) Cette croissance a suivi de près l'évolution des services sociaux du Québec et dans une certaine mesure celle des provinces à minorité française.
- b) Le Conseil a voulu être bilingue et biculturel dès son origine.
- c) Les Canadiens d'expression française ont voulu prendre part au Conseil de leur propre gré.

On constate que le Conseil a d'abord été biculturel (bien que l'expression ne fût pas en usage lors de sa fondation en 1920) et puis, il est devenu bilingue à la demande même des Canadiens d'expression française.

10. En premier lieu, le Conseil s'est toujours efforcé de travailler auprès des Canadiens d'expression française par l'intermédiaire de leurs propres institutions. Par exemple, le rapport de la Première Conférence sur l'enfance au Canada (1921) dit: "La Conférence a proposé la formation d'un Conseil canadien pour la sauvegarde de l'enfance, pour coopérer avec la Division de l'enfance (qui se trouvait au ministère fédéral de la Santé) et pour préparer un programme national de bien-être de l'enfance au Canada... Il revient à ceux qui, dans chaque province, sont intéressés au bien-être de l'enfance de constituer une conférence provinciale...". A remarquer qu'à l'époque, le seul Conseil provincial de l'enfance se trouvait au Québec. C'est ce qui explique les relations du Conseil à

ses tous débuts avec des oeuvres telles que celle des Gouttes de Lait, une oeuvre d'hygiène de l'enfance qui est mentionnée dans le premier rapport annuel du Conseil.

11. En second lieu, une société de femmes, la Fédération des Femmes canadiennes-françaises, a proposé la formation d'une section française au Conseil, ce qui eut lieu lors d'une réunion tenue à Winnipeg, le 12 septembre 1923. La constitution du Conseil de 1925 fait écho à cette décision comme suit:

"3. a) Le travail du Conseil se poursuivra dans les sections suivantes:

Hygiène de l'enfance

Le travail de l'enfant

Loisirs et éducation

L'enfant ayant besoin de soins spéciaux

Le développement spirituel et moral de l'enfant

La section française".

Enfin, en 1933, lors de la réorganisation du Conseil, on accorde à la division des services d'expression française le même statut qu'aux autres divisions désignées "services professionnels"; elle a ainsi la même représentation au Bureau des gouverneurs, soit quatre personnes, y compris son président et trois autres représentants désignés par elle.

12. Cette reconnaissance officielle répondait au désir des Canadiens d'expression française de s'insérer dans le cadre général du Conseil. Ce mouvement s'accentuera avec les années, au fur et à mesure que grandira le nombre des membres d'expression française, tant et si bien qu'en 1937, le Conseil pouvait affirmer qu'il était "l'unique organisme national

qui s'est efforcé de servir les grandes oeuvres d'expression française par le truchement de son personnel et d'éditions bilingues".

On observe dans la progression chronologique du bilinguisme au Conseil quatre étapes distinctes:

1925-1938

1939-1949

1950-1959

1960-1964

13. 1925-1938

A ses tous débuts, le Conseil était désigné sous le nom de Conseil canadien pour la Sauvegarde de l'enfance. En 1929, il devenait le Conseil canadien de la Famille et de l'Enfance, puis en 1935, le Conseil canadien du Bien-être social. Cet accent premier mis sur les problèmes de l'enfance s'accordait aux préoccupations du Québec et de tout le Canada à cette époque, alors que les organismes privés dans le domaine de l'enfance s'attaquaient en particulier à la mortalité infantile et maternelle. Répondant à cette nécessité, le Conseil désigna à la direction de son service français, de 1927-1938, une infirmière dont le rôle fut de procéder à des travaux d'éducation populaire: conférences dans divers milieux du Québec et de l'Ontario, préparation de brochures sur l'hygiène maternelle et infantile, etc.

En 1931, le Conseil organisait à Québec, la première conférence nationale bilingue en matière de bien-être social. Le rapport annuel de 1931 du Conseil expose sommairement l'aspect bilingue comme ceci:

"Chacun des conférenciers s'adressera à l'auditoire dans sa propre langue, mais auparavant, le texte aura été traduit et distribué dans l'autre langue afin que tous les participants puissent suivre les débats. Des interprètes seront présents pour la discussion". Une deuxième conférence bilingue avait lieu en 1932, cette fois, à Montréal, avec la même organisation et structures bilingues.

En 1933, dans son témoignage devant la Commission des assurances sociales (Commission Monpetit), le Conseil exposera la nécessité d'un régime officiel de protection de l'enfance pour la province de Québec et il proposera que des services sociaux de l'enfance et de la famille soient établis sur une base diocésaine. (Fait intéressant à constater, cette structure sera adoptée une dizaine d'années plus tard et jugée comme répondant aux besoins de la province). Ce sera la première des interventions significatives du Conseil auprès de la province de Québec.

A cette époque-là, le Conseil est aussi consultée au sujet des débuts de la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises de Montréal qui est devenue par la suite l'une des grandes fédérations d'oeuvres du pays. Le Conseil prête aussi son concours à plusieurs localités du Québec au sujet de l'administration du secours direct, problème très aigu à cette époque.

Avec l'avènement des unités sanitaires au Québec, le travail français du Conseil en matière d'hygiène maternelle et infantile perd de son intensité et de sa nécessité. Ainsi, en 1937, les éditions de cette nature, jusqu'ici distribuées directement aux mères, sont remises à la province qui en fait elle-même la diffusion.

14. 1939-1949

Le Conseil, libéré de cette tâche d'éducation, orientera maintenant ses services français vers le service social proprement dit. Cette décision viendra à point car elle lui permettra de prendre part à un mouvement qui fut le point tournant de l'évolution du service social au Canada français.

Vers cette époque, les écoles de service social de l'Université Laval et de l'Université de Montréal commencent à former les premiers travailleurs sociaux professionnels d'expression française pour le Québec et les autres provinces. Pour seconder ces efforts, le Conseil fera état dans de nombreuses éditions et dans un bulletin français *MISSIVE* (devenu plus tard *BIEN-ETRE SOCIAL CANADIEN*) des nouvelles modalités du service social. Des consultations seront données pour aider à la fondation d'oeuvres nouvelles ou à la réorientation d'autres. Des comités d'études, celui des premières fédérations d'oeuvres françaises, par exemple, amorceront une liaison plus étroite et plus suivie avec le groupe canadien-français. Le Conseil prêtera même son personnel pour d'assez longues périodes de temps pour favoriser ce nouvel élan. Ces mêmes personnes entreprendront des redevés et analyseront l'état et les besoins d'oeuvres particulières, ou de localités pour proposer des plans de réalisations qui s'échelonneront sur plusieurs années, et ce, surtout au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

15. Jusqu'en 1947, la participation française se canalisait par l'intermédiaire de la "Division des services de langue française" dont l'orientation était confiée à un comité directeur. On constate à cette époque

que les autres divisions du Conseil acquièrent de plus en plus une personnalité propre et deviennent les structures semi-autonomes qui existent aujourd'hui. Cette transformation devait susciter des changements dans le secteur français du Conseil. Les bénévoles et les professionnels d'expression française engagés dans le service social veulent se rapprocher davantage d'un secteur fonctionnel. Il faut alors songer à modifier ce qui était désigné "Division des services français" et lui donner une structure différente. A cet égard, le rapport annuel de 1947-1948 dira: "les implications de cette tendance n'ont pas encore été précisées, bien que le comité de la division les ait étudiées ... Il est clair, cependant, qu'il faudra continuer d'avoir au Conseil un bureau ou un département qui soit en mesure de prêter son concours à nos membres du Québec. La différence de langues constitue un facteur et tout aussi importantes sont les différences d'ordre culturel et religieux qui ont fait du contexte du service social du Québec quelque chose de bien différent de toute autre région du Canada. De plus, ce n'est que dans la mesure où les travailleurs d'expression française, bénévoles et professionnels, auront l'occasion de se rencontrer, qu'ils pourront apporter leur pleine contribution à la pensée du Conseil et à l'organisation générale du bien-être au Canada".

16. Cette déclaration du directeur général de l'époque, M. R.E.G. Davis, expose le dilemme avec précision, mais aussi la position du Conseil qui désire l'apport canadien-français à sa pensée et à son action, mais qui se veut bien conscient et respectueux des différences réelles qui existent entre les deux principaux groupes linguistiques de notre

pays. Il fallait donc donner suite au désir des Canadiens d'expression française de prendre part à toute l'activité du Conseil, celle d'ordre général et spécialisé; il fallait aussi trouver un moyen qui favoriserait la rencontre entre eux, s'ils en sentaient le besoin, et qui leur permettrait, à la même occasion, de se dégager des secteurs spécialisés, pour se situer dans le contexte global des politiques du Conseil et susciter une expression d'opinion inspirée de l'intérêt général du groupe français du C.C.B.E. Après une étude, le mode adopté fut celui de la Commission française, corps à fonction de consultation et d'exécution où l'élément d'expression française de chaque secteur du Conseil, y compris le Bureau des gouverneurs, se trouvait représenté.

Cette nouvelle optique comportait de multiples avantages. D'une part, elle ne s'écartait pas trop radicalement de la structure du passé et donnait au groupe français un rôle beaucoup plus précis dans la politique du Conseil. Elle favorisait aussi la consultation des Canadiens d'expression française entre eux et contrebalançait dans une certaine mesure les hésitations qui pouvaient résulter de la dispersion d'efforts dans plusieurs secteurs.

17. Il serait utile peut-être d'illustrer concrètement le rôle de la Commission. Elle a été d'abord appelée à conseiller à diverses reprises le Bureau des gouverneurs et les divisions. Des journées d'étude tenues sous ses auspices ont véhiculé la pensée du Conseil vers l'élément canadien-français et vice versa. Elle a exprimé le point de vue des membres d'expression française du C.C.B.E. sur des prises de position, a aidé à les faire connaître et a collaboré aux interventions officielles qui

s'en sont suivies. Elle a avisé le Conseil de la nécessité de chefs de service bilingues tant pour les services généraux que pour les services spécialisés et a secondé la recherche de candidats compétents. Elle a prêté son concours pour obtenir de l'appui financier de source canadienne-française et pour recruter des membres. La décennie de 1950 devait être particulièrement active et ses principales réalisations à cette époque sont soulignées ci-dessous.

18. 1950-1959

En 1951, le Conseil songeait sérieusement à déménager son siège social à Toronto. Divers motifs l'engageaient à prendre cette décision: les bénévoles, les administrateurs, les universitaires auxquels son personnel avait souvent recours, habitaient cette ville en grand nombre et les frais et le temps des déplacements de part et d'autre seraient moindres, croyait-on. La Commission française, consultée, a déconseillé ce changement, au nom de l'unité nationale et des efforts passés du C.C.B.E. pour amener une meilleure collaboration entre Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, au nom aussi des efforts tentés pour l'avancement des services sociaux et des lois de bien-être social; le Conseil, a-t-elle dit, se devait de continuer d'avoir son siège à Ottawa. Elle a ajouté que si l'entourage d'une grande ville était nécessaire à la poursuite de son oeuvre, le Conseil devrait préférer Montréal à Toronto. Et le Conseil est demeuré à Ottawa ! Ce fut là une sage décision que le temps devait confirmer.

En 1953, constatant que seul le nom anglais du Conseil avait une reconnaissance officielle, la Commission est intervenue et a obtenu que le nom français ait cette même reconnaissance dans les statuts du Conseil.

19. La Commission n'est pas sans se préoccuper de la représentation d'expression française au Bureau des gouverneurs et y propose des candidats chaque année. Ceux-ci se recrutent en majorité chez les professionnels, les hommes d'affaires et les membres des conseils d'administration des oeuvres locales et régionales. Les candidats des grandes villes et des centres moyens y sont plus nombreux que ceux des régions rurales.
20. La Commission a étudié tout au cours des années tous les mémoires importants du Conseil qui ont porté sur diverses questions, par exemple, l'aide aux invalides, l'assistance publique, la peine capitale, les services de santé, les loteries, le chômage, la sécurité sociale, les droits de l'homme, la fiscalité et le bien-être, et la Caisse nationale de retraite. La Commission a émis son avis après avoir consulté non seulement ses propres membres mais aussi des spécialistes d'expression française de la question en cause. Le même mode de consultation s'est répété dans le cas d'avis demandés par les divisions du Conseil.

La Commission s'est toujours intéressée aux questions concernant la structure du C.C.B.E. et l'étude "Fonction et Organisation" (étude terminée en 1954-1955 et portant sur les fins, la structure interne et externe de la gestion du C.C.B.E.) lui a permis de préciser ses relations avec les différents secteurs du Conseil. Le rôle de la Commission est, somme toute, assez délicat. Elle est un éclaireur et un

conseiller et, le cas échéant, elle prend certaines initiatives. A la différence du comité national d'une division, elle ne construit pas son propre service, mais travaille à l'affermissement des autres sections du Conseil.

21. Ce sont les diverses sessions d'études organisées par la Commission qui ont peut-être attiré le plus l'attention du grand public canadien-français sur le Conseil canadien du Bien-être. Ces sessions, pensées et organisées en fonction du programme du Conseil, tenaient aussi compte des préoccupations et nécessités du milieu canadien-français. On pourrait citer, par exemple, celle qui a porté sur le foyer nourricier (1954). Plusieurs années auparavant, le Conseil avait lancé en milieu canadien-français l'idée du foyer nourricier comme mode de placement pour l'enfant sans foyer. On peut deviner que dans un milieu où le mode prédominant de placement de l'enfance était l'institution, cette idée a fait choc et a amené un débat assez vif. Avec le temps, les esprits se sont apaisés et le bien-fondé de la position du Conseil a été compris. Lors de la session d'étude de 1954, le débat entre les tenants des opinions rivales prit fin et s'appuya sur un usage rationnel des deux modes de placement.

Au cours d'autres sessions, c'est le Conseil même qui bénéficia de la confrontation des deux cultures. Cette influence se fit sentir particulièrement lors de la session sur l'assistance publique, prélude à une prise de position officielle du C.C.B.E. sur ce sujet. L'accent du milieu canadien-français sur la famille suscita des modifications heureuses dans l'exposé du Conseil.

22. 1960-1964

Avec le temps, les divers secteurs du Conseil compteront une participation d'expression française de plus en plus prononcée et le rôle de la Commission, surtout son aspect exécutif, deviendra moins nécessaire. Cette participation d'expression française aux secteurs fonctionnels (e.g. vieillissement, famille et enfance) se verra surtout à l'accroissement des travaux de traduction et aux demandes de réunions bilingues, tant pour les assises générales du Conseil que pour les rencontres de secteurs.

23. Une étude se poursuivra sur le rôle de la Commission. Il sera décidé d'accentuer son rôle de "conseiller et d'éclaireur" à l'intérieur du C.C.B.E. Sa structure un peu lourde (65 membres) sera simplifiée. Alors qu'auparavant, elle comptait tous les représentants français du Bureau des gouverneurs et des comités nationaux, elle se composera désormais d'un seul représentant de chacune des divisions (chargé de la liaison entre les deux structures), de trois représentants du Bureau des gouverneurs et des présidents des sous-comités rattachés à la Commission elle-même, soit au total, dix-huit membres.

24. La Commission jugera alors que sa tâche la plus urgente est de consacrer définitivement le caractère bilingue et biculturel du Conseil en suscitant une prise de position officielle du Bureau des gouverneurs à cet égard. Elle préparera un exposé qui sera ensuite confié à un comité mixte, puis présenté au Bureau des

gouverneurs qui y donnera son accord le 18 octobre 1963. Le Comité exécutif sera par la suite chargé de préciser la mise à exécution des principes du mémoire lequel engage le C.C.B.E. à une politique intégrale de bilinguisme et de biculturalisme. Ainsi, des mesures seront prises pour améliorer la connaissance du français chez le personnel de langue anglaise, pour donner une présentation bilingue plus accentuée que par le passé aux instruments de communication officielle (papier en-tête, formulaires, etc.) . La recherche du personnel d'expression française et bilingue pour certains postes vacants s'intensifiera aussi.

25. En résumé, la Commission française a été pour le Conseil un agent nécessaire qui l'a aidé à diriger ses efforts en milieu canadien d'expression française et lui a attiré sa collaboration. Ce faisant, le Conseil s'est trouvé habilité à rendre service aux deux principaux groupes linguistiques du Canada, compte tenu de leurs divergences et de leurs différences. Est-ce à dire que cette tâche s'est poursuivie sans heurts ni difficultés? Non pas. D'aucuns ont quelquefois jugé que la Commission retardait et mettait obstacle à certains projets ou encore poussait le Conseil vers des solutions de compromis. D'autres y ont vu un instrument utile qui donnait à toute l'activité du Conseil une optique véritablement canadienne. Quoiqu'il en soit, le Conseil a toujours poursuivi de propos délibéré sa politique d'intégration du bilinguisme et du biculturalisme dans ses propres murs en dépit des difficultés qui s'y rattachaient. Ces problèmes doivent cependant être abordés

avec objectivité, car malgré la bonne volonté générale de l'élément anglais, subsistent encore des incompréhensions, des inadvertances et quelquefois même de l'indifférence. Ces lacunes contribuent parfois à créer chez quelques membres du groupe d'expression française du Conseil un sentiment de "non appartenance" qui les frustre. Pour le moment, la Commission française contribue à atténuer ces difficultés et à faire le pont entre les deux éléments.

26. Si l'élément d'expression française du Conseil est parfois impatient, celui d'expression anglaise l'est tout autant. Les membres anglais du Conseil qui demeureront hors du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ne sont pas suffisamment au courant de la nature du problème du biculturalisme canadien et ils ne voient guère pourquoi le Conseil y attache tant d'importance et y consacre tant d'efforts et d'argent.

En terminant la présente section de notre mémoire, nous voulons ajouter que ces efforts, ces sommes d'argent, le Conseil les dépensait avec la ferme conviction qu'il devait rendre service à tout le pays s'il voulait se mériter véritablement le titre d'organisme national et bilingue.

V. LES MOYENS ADOPTES POUR FAVORISER LE CARACTERE BILINGUE
ET BICULTUREL DU CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE

27. Les buts généraux auxquels le Conseil canadien du Bien-être est engagé laissent supposer chez ses membres des similitudes d'intérêt, d'objectifs et d'action. Cela ne prévient pas le recours à des mesures différentes pour l'avancement de l'une ou l'autre de ses composantes. Ces moyens diffèrent selon les secteurs et selon les fins envisagées.

Dans ce qui touche le bilinguisme et le biculturalisme, le Conseil s'est arrêté aux moyens qui assureraient la communication entre ses membres d'expression anglaise et d'expression française. Ces moyens sont: la traduction, les éditions, les congrès, l'affectation de personnel, la participation bilingue au Bureau des gouverneurs, aux comités et aux divisions. Avant d'aborder ces divers aspects de communication et d'en dire les problèmes et réalités, y compris le facteur financier, nous voulons souligner que ces moyens, dont chacun a une valeur intrinsèque, ne peuvent remplacer ni la conviction personnelle, ni l'effort chez ceux qui sont appelés à les mettre en oeuvre. En d'autres termes, l'interprétation simultanée, les cours de français demeurent de pures techniques de communication et ne contribuent en rien à la réalisation des buts du Conseil, à moins que tous, personnel et membres du Conseil, quels qu'ils soient, soient attentifs aux divers éléments d'ordre culturel qui se retrouvent dans l'effectif des membres du Conseil, pour ne pas dire du Canada tout entier.

28. La traduction

La traduction, à n'en pas douter, a été l'un des adjuvants les plus

utiles et précieux dans l'évolution du bilinguisme au Conseil.

La majorité des documents émanant du C.C.B.E. comportent maintenant une version anglaise et une version française. Seules font exception quelques rares éditions qui, n'étant que de peu ou point d'utilité pour l'un ou l'autre milieu, ne paraissent qu'en une langue.

Plusieurs années durant, le Conseil eut un traducteur à son service. Ses prévisions budgétaires ne lui permettant pas de retenir les services d'un traducteur chevronné, il éprouvait des difficultés à trouver des candidats compétents. A deux ou trois reprises, le Conseil a formé un traducteur sur place pour se le voir "souffler" au moment où il avait acquis une compétence valable. L'emploi d'un traducteur apprenti qui exige une surveillance continue de la part d'autres chefs de service est fort coûteux au plan administratif, en temps et en argent. La direction du Conseil a opté, il y a un an et demi environ, de retenir les services de traducteurs de l'extérieur bien au courant des divers rouages du Conseil, qui travaillent bien et rapidement. Ils exécutent environ 80 pour cent des travaux de traduction du C.C.B.E. Il s'agit de travaux difficiles et longs. Les textes plus faciles et moins longs sont traduits par le personnel du Conseil.

29. Comme tous les services administratifs, nous avons à subir les inconvénients du temps exigé par la traduction. Les textes français tardent normalement sur les textes anglais par la force des circonstances. Il faut les nuancer avec soin et les adapter, au besoin.

Ainsi, certains exemples utilisés pour illustrer un avancé, mais tirés de l'expérience du milieu canadien anglo-saxon, doivent-ils être remplacés par des exemples tirés de l'expérience canadienne-française. (La logique anglaise et la logique française doivent être aussi surveillées dans la rédaction de textes, l'une étant inductive et l'autre déductive). Les interprétations d'ordre législatif doivent tenir compte des différences entre le droit commun et le droit civil.

30. Editions et périodiques

Tel qu'indiqué déjà, la plupart des éditions du Conseil sont publiées dans les deux langues. Font exception, cependant, les deux périodiques: CANADIAN WELFARE et BIEN-ETRE SOCIAL CANADIEN. Avant l'avènement de MISSIVE et de son successeur, BIEN-ETRE SOCIAL CANADIEN, CANADIAN WELFARE insérait trois ou quatre pages en français dans ses livraisons. On a discuté déjà de la possibilité d'un seul magazine, mais à cet égard, certaines questions demeurent sans solution immédiate: quelle proportion du magazine serait en anglais et en français? Le tirage de CANADIAN WELFARE est de 3800 et celui de BIEN-ETRE SOCIAL CANADIEN, de 1200. Les membres d'expression anglaise, dont un bon nombre lisent difficilement ou ne lisent pas le français, accueilleraient-ils cette innovation de bon gré? La même question se pose au sujet des membres d'expression française. Comment "équilibrer" le choix des articles? Comment utiliser à bon escient le temps du personnel de rédaction?

Pour le moment, une étroite collaboration existe entre la rédaction de chacun des magazines pour l'échange d'articles et de documents à l'occasion.

31. Le rapport annuel du Conseil a été publié dans les deux langues en utilisant deux formules:

- a) insertion des deux versions sous une même couverture;
- b) publication en anglais accompagnée d'une synthèse ou d'un résumé en français.

La première méthode s'est révélée coûteuse et peu pratique, les lecteurs d'expression française se chiffrant à environ 20 pour cent du chiffre des lecteurs d'expression anglaise. La seconde méthode place le français dans une situation d'infériorité. Les deux versions sont maintenant publiées séparément.

Chacun des rapports et bulletins techniques du Conseil comportent deux versions, l'une française, l'autre anglaise. Pour le moment, les difficultés techniques d'une édition bilingue, pourtant désirable, sont les mêmes que pour les périodiques.

32. La rentabilité des éditions françaises du Conseil n'est pas sans causer quelque souci financier, vu leur diffusion plus limitée. Le tirage d'une édition française s'établit de 20 à 30 pour cent du tirage du même ouvrage en anglais. Les frais d'impression par unité sont plus élevés et il faut y ajouter les frais de traduction. Le Service des éditions vend cependant les deux versions d'un même ouvrage au même prix.

33. Congrès et réunions

Les réunions, colloques et congrès organisés sous les auspices du Conseil sont l'une des occasions choisies pour amener la confrontation des deux cultures dans le domaine du bien-être social.

Deux aspects relatifs au bilinguisme s'en dégagent: l'organisation du programme et la conduite des délibérations.

Le choix des sujets ne présente pas de difficulté insurmontable, si la réunion a lieu en Ontario ou au Québec, où les similitudes d'intérêt sont plus fréquentes. Si cependant la réunion a lieu ailleurs et que l'assistance d'expression française sera comptée, ce choix est plus délicat, vu les multiples divergences de préoccupations entre les deux groupes, divergences nées le plus souvent de nécessités différentes du planisme et des structures des oeuvres dans l'un et l'autre milieu. La solution la mieux réussie a été celle d'une rencontre spéciale à l'intention des membres d'expression française au cours du congrès. Une autre formule heureuse a été la tenue de réunions régionales bilingues au Québec, sous les auspices de la Commission française, des divisions et des comités.

34. La conduite des délibérations comporte l'aspect animation et traduction. Présidents et animateurs doivent être bilingues pour que la réunion réussisse. L'usage de présidents conjoints, auquel il faut avoir recours quelquefois, place l'un ou l'autre des présidents dans une situation d'infériorité. La traduction des communications avant la réunion aide beaucoup à la bonne marche des délibérations

ainsi que la latitude pour chacune des personnes présentes de s'exprimer dans sa langue, en autant que l'on s'exprime lentement et simplement. L'usage de l'interprétation simultanée, réclamée par les membres du Conseil, n'a pas été une expérience heureuse, puisque bien peu d'auditeurs se servaient de l'équipement. La chose s'est révélée peu pratique surtout pour les petites réunions. Quant aux grandes assemblées, il y aurait lieu d'éduquer les auditoires à l'usage profitable de l'interprétation simultanée. Il est arrivé au Conseil de prévoir deux réunions distinctes, l'une en anglais, l'autre en français, autour d'un même sujet. On a constaté avec satisfaction que la curiosité engageait des personnes d'expression anglaise à venir à la séance française et vice versa!

Les conférenciers qui alternent d'une langue à l'autre, et intercalent des résumés, semblent ceux qui ont le mieux réussi à capter l'attention des auditoires du Conseil.

35. Personnel

Le personnel du Conseil demeure son principal agent auprès des particuliers, des collectivités et des gouvernements qu'il est appelé à servir.

Dans sa recherche de candidats bilingues, le Conseil a eu lieu de se dire satisfait de ceux qu'il a eu la bonne fortune d'attirer. De son personnel de cadres qui se chiffre à 23, quatre sont d'expression française et ont une connaissance suffisante des deux langues; deux d'expression anglaise parlent le français couramment et une dizaine d'autres peuvent le lire. Du personnel du bureau

qui se chiffre à 32, neuf sont d'expression française et bilingues; trois ou quatre d'expression anglaise peuvent lire le français.

36. Les difficultés éprouvées par le Conseil dans l'affectation de personnel de cadres bilingues sont les suivantes:

- i) La pénurie de travailleurs sociaux bilingues nuit au recrutement. Ceux qui sont disponibles au Québec et ailleurs sont vite mobilisés par les services privés, locaux et régionaux, les gouvernements et les universités.
- ii) La plupart des gens répugnent à quitter un milieu où ils sont heureux pour s'établir dans un autre qui leur est nouveau et étranger. Cela se voit particulièrement aujourd'hui dans le cas des Québécois de langue française qui sont invités à se joindre à la fonction publique fédérale à Ottawa et à des organismes tels que le Conseil canadien du Bien-être. Certains d'entre eux hésitent à venir à Ottawa ou s'y refusent par crainte de ne pas s'y sentir chez eux ou de ne pas y trouver les avantages d'ordre social et culturel dont ils jouissent dans leur province. En outre, parce qu'il se développe si rapidement à l'heure actuelle, le Québec peut absorber tous ses travailleurs qualifiés et spécialisés dont le nombre comme ailleurs est peu élevé. Il ne faut donc pas s'étonner si les gens du Québec préfèrent mettre leurs talents à l'oeuvre dans leur province.

iii) Le Conseil éprouve de la difficulté à recruter des candidats qui peuvent donner toute la mesure de leur compétence partout au pays. Si le candidat est d'expression anglaise et unilingue, ses services aux régions d'expression française ne seront pas aussi efficaces qu'ailleurs au Canada. Toute sa correspondance et ses travaux devront être traduits. Au cours de ses consultations, son manque de familiarité avec la langue française et souvent avec les institutions sociales et la mentalité du Canada français, nuira à son action, même s'il est personnellement accepté et reçu avec sympathie et compréhension.

Si par contre, le travailleur est d'expression française et probablement bilingue, certaines insuffisances pourront bien être présentes. Son expérience antérieure l'équiperait pour rendre service surtout au Canada français et dans une moindre mesure aux autres régions du Canada.

37. On peut conclure que le Conseil, pour rendre pleinement service à ses membres, doit tenir compte des impératifs de langue et de culture. Pour cette raison, le double emploi au sein de son personnel semble inévitable dans le moment, ce qui est coûteux.

38. Participation bilingue au Bureau des gouverneurs, au sein des divisions et des comtés.

La structure et la nature même du Conseil exigent qu'un très grand nombre de bénévoles soient à l'oeuvre pour qu'il puisse mener sa tâche à bonne fin. A un moment donné, il y a cinq ans environ, on a fait le

compte des bénévoles au service du Conseil, et leur chiffre s'élevait à 500. Il va sans dire que tous ne donnent pas la même mesure de service et que certains d'entre eux, les membres du comité exécutif par exemple, sont beaucoup plus engagés que d'autres en raison des fonctions et des responsabilités qui leur reviennent.

39. Des quelque 96 membres du Bureau des gouverneurs, 24 sont d'expression française. Des gouverneurs d'expression française, 17 sont du Québec et 7 de l'Ontario. Au sein des comités et divisions, la représentation d'expression française peut varier de 10 à 33 pour cent. Des quelque 1100 membres individuels du Conseil, 163 sont d'expression française; des 480 oeuvres membres, 50 sont d'expression française. Il faut ajouter à ces chiffres les 540 abonnés à BIEN-ETRE SOCIAL CANADIEN.

La participation des Canadiens d'expression française au Conseil a grandi et s'est amélioré en nombre et en qualité. Leur intérêt soutenu et leur développement se sont manifestés à bien des égards.

40. Les bénévoles du Conseil se recrutent surtout parmi ses membres ou encore au sein des bénévoles qui siègent au Conseil d'administration de ses oeuvres membres. Les candidats d'expression française, les véritables chefs de file dont a besoin le Conseil, sont difficiles à trouver. Certains se refusent en raison de leurs multiples occupations, des déplacements qu'occasionnent les réunions, des délibérations en anglais, de leur manque de familiarité avec les sujets

à l'ordre du jour, des préoccupations différentes des services où ils sont déjà à l'oeuvre. Le caractère non confessionnel du Conseil en rebute quelques autres.

41. Présentement, les services sociaux privés et publics du Québec sont en pleine évolution: les nécessités de planification provinciale et d'organisation locale mobilisent beaucoup de bonnes volontés. Le Conseil se réjouit de ces progrès bien qu'ils puissent poser certains problèmes pour le recrutement de ses propres bénévoles. Il reçoit, cependant, une collaboration sympathique. Il a bon espoir qu'avec la fondation du Conseil de bien-être du Québec (conseil de planification sociale d'envergure provinciale), la répartition de fonctions, des tâches, tout comme les voies de communication auprès de ses membres se trouveront de beaucoup précisées.

Nous nous devons d'ajouter que l'avènement d'un conseil provincial n'est pas propre au Québec. Il en existe un dans la province d'Ontario, d'autres sont en voie d'organisation au pays. Ce mouvement, s'il se continue dans le climat actuel de collaboration, peut être une force positive pour la promotion du bien-être social. Il contient néanmoins en puissance certains dangers de division qui peuvent prendre le dessus advenant un esprit de régionalisme trop poussé.

42. Maintenant qu'il a consacré son caractère biculturel et bilingue, le Conseil entend l'accentuer davantage, non pas à l'aveuglette, mais avec réalisme, avec une conscience bien nette des différences

de mentalité et de culture et des difficultés en cause. Il prendra les moyens, tel qu'indiqué déjà. pour y arriver: formation des membres de son personnel à l'usage des deux langues officielles (si leurs fonctions l'exigent); recherche de chefs de services bilingues; accent marqué sur la composition bilingue de son Bureau des gouverneurs et de ses autres comités; recours à la Commission française; usage du bilinguisme dans toutes ses activités, etc. Il estime que ce qui importe surtout, c'est que tous: ses membres particuliers, ses oeuvres membres, son personnel, ses bénévoles, reconnaissent la réalité du caractère bilingue et biculturel du Canada et en comprennent l'esprit pour être en mesure de le mettre en pratique.

VI. CONCLUSION

43. Les pages qui précèdent auront mis en lumière, espérons-nous, la conscience aiguë qu'éprouve le Conseil canadien du Bien-être de tout ce qui a trait aux relations humaines et plus particulièrement les implications de l'évolution sociale, des différences et des conflits et tensions pour réaliser le mieux-être du peuple canadien à l'amélioration duquel il consacre le meilleur de ses forces vives. C'est dans cette perspective qu'il voit son rôle à titre de lieu de rencontre des deux cultures du Canada en matière de bien-être social.

L'évolution sociale s'accélère aujourd'hui à un rythme qui se mesure davantage à une génération et à une décennie qu'à une époque, comme c'était le cas autrefois. Sans verser dans une longue dissertation sociologique, nous pouvons avancer que le rôle des composantes des relations inter-ethniques au Conseil, soit la religion, la langue, les classes sociales et professionnelles est aujourd'hui perçu avec plus d'acuité et de profondeur qu'il y a quinze ou vingt-cinq ans.

44. La reconnaissance des différences qui spécifient les individus, les groupes et les institutions tient aussi une large place dans la pensée du Conseil. Non seulement le pluralisme de la société canadienne l'engage-t-il à cette optique, mais aussi la conviction que cette conscience des différences est pour lui une source possible d'enrichissement. Sa recherche de collaborations dans les divers milieux sociaux et professionnels, collaborations nécessaires à la poursuite de ses entreprises, témoigne de ce souci.

45. Enfin, une troisième particularité, celle des conflits et des tensions, est présente à tous les instants au Conseil et elle constitue un apport précieux à son progrès. Aussi l'envisage-t-il d'une façon positive, à titre d'élément qui alimente sa vie même. Sans la diversité des points de vue qui suscite chez lui tant de débats, le Conseil n'aurait pas le dynamisme qu'on lui connaît. Il n'échappe pas, il va sans dire, aux problèmes issus de ces débats, mais là même se situe sa tâche.

